



## **Arrestations de lycéens parisiens : la répression doit cesser**

vendredi 25 mai 2018, par [Bariaud](#)

Mardi 22 mai, à l'issue de la manifestation des lycéens et des étudiants ont occupé le lycée Arago de Paris pour tenir une AG. Cela fait plusieurs semaines qu'ils se mobilisent régulièrement contre la loi ORE et Parcoursup, contre la réforme du Bac et du lycée. Le 22 mai au soir, la nouvelle plate-forme d'affectation post bac délivrait ses premiers résultats, laissant 400 000 jeunes sans réponse et générant angoisse et colère.

Les forces de l'ordre ont été appelées, par la direction du lycée, pour évacuer le bâtiment. Tous les occupants, 101 personnes dont une majorité de mineurs (certains âgés de 15 ans), se sont fait interpeler par la police. Ils ont été retenus dans des cars pendant 5 heures, sans pouvoir ni boire, ni manger, ni utiliser de toilettes, puis placés en garde à vue dans des commissariats de Paris et des environs.

Des parents, y compris ceux d'enfants mineurs, sont restés sans nouvelle, pendant des heures et ont ensuite eu toutes les peines du monde à trouver le lieu de détention de leur enfant pour tenter de le voir.

Au final, il y a 40 déferés majeurs et 27 mineurs, libérés au fur et à mesure de leur passage devant le juge pour enfant, le procureur ou placés sous contrôle judiciaire, certains après plus de 40 heures de garde à vue.

Les seuls faits justifiant une telle répression sont l'intrusion dans un lycée public, sans effraction et sans dégradation avérée !

Cette semaine également, devant le lycée Hélène Boucher un barrage filtrant organisé par les lycéens, en présence des organisations de parents d'élèves, a été dispersé avec une violence absolument injustifiée.

Pour la CGT, la priorité est d'offrir à tous les jeunes des perspectives d'avenir et de formation correspondant à leurs projets, leurs besoins. De donner les moyens au service public d'éducation de les former toutes et tous au mieux quels que soient leur origine, leur lieu d'habitation, leur voix de formation.

La CGT est solidaire des jeunes arrêtés dans le cadre d'une mobilisation collective, de leurs familles plongées dans l'angoisse sans aucune justification. Elle demande au gouvernement de cesser la répression devant et dans les établissements scolaires, les universités et d'entendre les revendications des jeunes et des salariés pour le maintien et l'amélioration du service public de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Montreuil, le 25 mai 2018